

Burundi : le processus électoral de 2015 fait face à quatre défis

@rib News, 22/07/2014 - Source Xinhua Le processus électoral burundais de 2015 fait face à quatre défis importants, a déclaré mardi M. Pierre-Claver Ndayicariye (photo), président de la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI). M. Ndayicariye, qui intervenait lors d'une séance de travail entre les ambassadeurs accrédités à Bujumbura et le premier vice-président burundais Prosper Bazombanza, a précisé que le premier gros défi est l'enrôlement des électeurs prévu du 22 septembre à la mi-octobre 2014.

« C'est une activité importante qui a besoin des fonds d'urgence, car, sans enrôlement des électeurs qui implique nécessairement un renouvellement des électeurs, il n'y aura pas d'élections au Burundi », a-t-il ajouté. Le deuxième défi, a-t-il poursuivi, est l'éducation électorale « temps pour que le peuple sache comment voter dans le contexte d'un nouveau Code électoral avec les innovations que renferme ce texte juridique. Le troisième défi est la surexploitation et la surmédiasation de certains incidents localisés entre jeunes affiliés des partis politiques, lesquelles sont contreproductives pour un processus électoral, a-t-il indiqué. Le quatrième défi est la mauvaise interprétation des compétences dévolues à la CENI au cours des diverses phases du processus électoral, a-t-il souligné avant de laisser entendre que très souvent la classe politique semble oublier que le champ de compétences de la CENI est limité. M. Ndayicariye a tenu à signaler à l'intention des « Partenaires Techniques et Financiers » (PTF), qu'il faut au Burundi une enveloppe globale de 60 millions de dollars américains pour financer le processus électoral de 2015. De son côté, M. Bazombanza a indiqué que l'opinion publique est en face de beaucoup de questionnements « moins d'une année de la phase électorale du processus électoral de 2015. La première interrogation, a-t-il précisé, consiste à se demander si compétition électorale entre les partis politiques aura lieu aisément au regard des normes moyens financiers et matériels qu'une telle activité requiert. La deuxième interrogation porte sur la probabilité d'écoulement de la part des partis politiques, a-t-il affirmé, soulignant par ailleurs que ce processus électoral dévolue dans un environnement de scepticisme. « Certains esprits restent sceptiques et se demandent où se trouvent les éléments de garantie pour des élections apaisées, transparentes et inclusives qui peuvent épargner les Burundais les ratés qui ont parfois marqué de tels rendez-vous dans certains pays africains », a dit M. Bazombanza.